



Compte rendu du CHSCT du 30 août 2018

CHSCT consacrant la fin des vacances et la rentrée toujours chaude en matière de projets de réorganisations !!

Pour ce qui concerne la DRFIP , les points suivants ont été examinés.

Fiches RSST

Pôle d'Evaluation Domaniale (PED)

Nous avons questionné la Direction sur la suite des mesures prises dans le prolongement des pétitions signées par l'ensemble des agents envoyées à la directrice régionale/départementale avec une demande d'audience et de l'intervention au CHSCT du 28/06/18 de deux évaluatrices du PED pour témoigner de la gravité de la situation au niveau professionnel (surcharge de travail/emplois, objectifs surévalués, contraintes des délais des procédures et urgence intenable) et en termes de risque psychosocial .

- octroi d'un EDR au-delà du 31/10/2018 ?
- dossiers pris en charge par le DNID dans une liste : sont-ils limitatifs ou y aura-t-il une prise en charge complémentaire dans un futur proche ?

La Direction précise seulement que la Directrice s'est rendue sur place depuis, soit le 27/07/2018.

Les questions seront réitérées en CTL de la DRFIP 33.

CFP Arcachon

Nous avons demandé des informations quant à l'état des concertations entre les différents services suscitées par l'arrivée des agents de la Trésorerie au Centre des finances publiques. Un consensus global en cascade a été trouvé en opérant des « glissements » sur les trois niveaux du bâtiment mais pas de calendrier encore fixé dans l'attente de l'installation du nouveau responsable du SIE, soit courant septembre.

L'antenne immobilière de Toulouse doit passer pour se prononcer sur l'accueil : elle sera consultée sur le projet à cette occasion.

Trésorerie Coutras

Nous insistons sur l'urgence des travaux à réaliser car une pièce reste sinistrée alors qu'une installation pérenne doit intervenir dès septembre pour accueillir les agents .

La direction indique que les travaux sont à refaire, qu'elle a rendez-vous avec la mairie le 10/09/2018 pour en discuter et que la poursuite de la location en dépend.

Projet de réorganisation du Réseau 2019 de la DRFIP en lien avec le GT du 12/07/2018

Les sujets abordés concernent

- la fusion au 01/01/19 des SIP Bordeaux Centre/ Amont/ Aval, des SIE Bordeaux Centre /Amont /Aval, des SIE Blaye / Libourne . Ils ont fait l'objet d'un Groupe de Travail (GT) le 12/07/18.

- la fusion au 01/09/2019 des PCRP de Bordeaux et de Mérignac avec la création d'une cellule CSP d'Initiative (CPSI) au sein d'un service unifié, prévue au 01/09/2019.

SIP BX CENTRE/ AMONT/ AVAL

Après concertation au sein des équipes y compris l'encadrement, il est souhaitable de constituer des blocs de 4 plutôt que de 8 agents.

Une cloison est prévue entre la cellule transverse et le Secteur d'Assiette 3.

Le service comptabilité est rapproché du recouvrement et le bureau de l'inspecteur est de ce fait décalé .

La demande de la généralisation d'écrans 19 pouces est actée mais sans précision d'une réalisation calendaire.

Les archives restent au nord dans un espace de bureaux ce qui demeure une aberration!!

SIE BX CENTRE/ AMONT/ AVAL

L'accent a été mis sur le problème de l'accueil téléphonique au sein du service en termes d'organisation et d'acoustique et plus généralement au sujet de l'accueil des professionnels sur rdv à la Cité y compris dans ces conditions matérielles peu satisfaisantes pour les usagers et les agents .

Comme pour le SIP, une cloison entre le service et la cellule transverse est validée ainsi que la constitution de blocs de 4 agents.

L'évocation de modèle de SIE à 250 à 300 agents est abordé et reste en attente de retour d'expérience...

Un avis défavorable est donnée unanimement par l'ensemble des organisations syndicales pour ces deux projets de fusion .

SIE BLAYE /LIBOURNE

Nous avons tout d'abord insisté pour relayer la surprise et l'incompréhension des agents impactés par cette mesure.

La direction a répondu par le manque d'attractivité de la résidence et d'un effectif trop faible (ALD ou renfort). Les agents apprécieront !!!

La Mairie est intervenue pour le maintien d'une équipe sur place pour assurer l'accueil de proximité qui est accepté pour un an.

La direction évoque la possibilité d'organiser du travail à distance à Blaye pour Libourne ainsi que du télétravail (sauf pour l'accueil et la comptabilité) et ce dans le cadre d'une montée en puissance nationale.

Elle demeure assez floue dans ses explications et renvoie toujours sur l'attente de l'instruction sur les mutations à paraître courant décembre 2018.

Elle précise qu'une réunion avec les agents est prévue à Blaye le 07/09/2018.

Nous avons émis majoritairement un avis défavorable à l'occasion de ce projet .

Fusion des PCRPs de Bordeaux et Mérignac et création d'une cellule CSP au sein d'un service unifié

La direction « propose » la fusion des PCRPs (en maintenant les 3 sites d'implantation) dans l'objectif de garantir la coordination du pilotage de ses missions y compris celui d'une cellule CSP d'Initiative (CSPI) qui sera créée. Cette cellule assurerait avec plus d'efficacité le contrôle sur pièces d'initiative au sein d'un service dédié au contrôle des particuliers et dissocié d'un service de gestion orienté vers le CSP de régularisation.

Composée de 19 agents B, 5 issus des PCRPs de BX (3) et Mérignac (2) et 14 agents prélevés dans les SIP (sauf la Réole et Lesparre).

Les agents seront affectés au PCRPs dans le cadre de la CAPL du printemps 2019 selon les règles habituelles (ancienneté).

NOTA: il ne faut pas oublier qu'entre temps, il y aura le premier plan massif de suppressions d'emplois (au 1^{er} septembre 2019 comme la date officielle de cette fusion et surtout que nous serons en dispositif expérimental de RAN unique!!). Solidaires Finances Publiques est certain que le calibrage sera revu à la baisse à ce moment-là ... et plus proche de l'annonce faite lors d'un précédent CHSCT, de 10 à 12 agents ...

Compte tenu du caractère inédit de ce service, des imprécisions quant à la règle du choix d'affectation des agents du PCRPs vers la CSPI (selon l'ancienneté ou par décision du responsable du PCRPs), du maintien des 3 sites et du caractère encore éloigné de sa mise en œuvre, nous avons estimé qu'il était prématuré de recueillir notre avis. Nous n'avons pas souhaité prendre part au vote ce jour et demandé son report. L'absence de tenue du GT immobilier et conditions de travail en amont ajoute une justification supplémentaire au bien fondé de notre argumentaire.

Les autres OS se prononcent contre.

DUERP / PAP

La campagne de recensement a présenté 2 changements importants

- les risques liés au bâtiment relèvent du Registre Santé Sécurité au Travail (RSST dématérialisé) ce qui entraîne de manière mécanique la baisse du nombre des risques recensés.
- le référentiel des risques professionnels allégé (58 situations d'exposition au lieu de 139)

Le GT afférent a travaillé sur les lignes de risques A, B et C notamment les Risques Psycho Sociaux (RPS).

Les enseignements restent constants :

- part élevée de RPS (28%)

L'examen fait ressortir le poids ressenti et exprimé par les agents de l'exigence du travail et des exigences émotionnelles puis de la perte d'autonomie et de l'existence de conflits de valeur.

- sous-déclaration des risques en matière d'hygiène dans les restaurants administratifs, de protection des agents de service et techniques (travaux bricolage, manutention lourde, électricité sans habilitation)
- faible expression des agents travaillant en Direction.

Les propositions du GT concernent un suivi spécifique de l'hygiène des lieux de travail au CGSR et à la trésorerie de BX CHU et en matière de risques relatifs aux postures à Langon/ Leclerc et CFP de Mérignac .

L'inscription de situations de RPS concerne les Trésoreries Ste Foy, Blanquefort, SIP de Cenon et SIP /SIE de Lesparre et les agents d'accueil physique.

Les mesures préconisées demeurent valables mais malheureusement suivies de peu d'application pour ne pas dire incantatoires : pratique du dialogue professionnel et de performance, mesures organisationnelles communes à l'ensemble des services/postes pour améliorer les processus de travail, diffusion rapide de notes métiers commentées, accompagnement du changement et restructurations, dialogue au sein des équipes pour donner du sens à l'action des personnels, organisation du savoir lors du départ des sachant ou à l'arrivée d'agents novices ou de chefs de service « défiliarisés ».

Pour ces raisons nous avons rendu un avis négatif pour le PAP de la DRFIP

Il reste cependant primordial de participer au DUERP qui fournit un état circonstancié des conditions de travail et de leur évolution dans le temps.

Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS)

Ce tableau permet un constat objectif d'identification de situations à risques, de suivi de leur évolution et des actions menées ou à mener.

Comme pour le DUERP le nombre d'indicateurs a été fortement revu à la baisse.

Pour 2017 il est notable que le nombre de fiches de signalement a sensiblement diminué. Stabilisé en 2016, le nombre de congés de maladie de courte durée (jusqu'à 5 jours) est reparti à la hausse. Il est très dégradé par rapport à celui de la DGFIP (supérieur à 20%). Dégradation constatée pour 40 services (SIP, SIP/SIE, trésoreries mixtes, SPF, enregistrement, direction).

Il en est de même pour un ensemble de services en matière de nombre de jours de CA mis en CET (15 services) et du nombre des écrêtements des horaires variables (30 services).

L'analyse des différents indicateurs révèle l'importance de la problématique de la mission de l'accueil, de son impact sur la dégradation des conditions de travail des personnels exposés et de la faiblesse des moyens mis en œuvre pour la traiter (aménagement des horaires d'ouverture à la baisse).

Un indicateur franchement positif et qui nous réjouit ENFIN, c'est l'utilisation croissante du RSST, outil que vous vous êtes approprié pour signaler les dysfonctionnements tant matériels qu'organisationnels et obtenir une réponse plus rapide au besoin d'une meilleure prise en compte des conditions de vie au travail.

Notre rôle est de veiller au suivi du traitement par la direction de ces services clairement identifiés.

POINT BUDGETAIRE

Financement par le CHSCT

- CFP Cenon financement de l'abri 15 vélos / 3 motos, projet que nous avons porté sur l'année.

- financement de l'étude acoustique pour le CGSR ET CPS à Mériadeck en vue d'acquérir des dispositifs performants dans des espaces de bureaux partagés.

**RESTEZ EN VEILLE ET N'HESITEZ PAS A NOUS COMMUNIQUER TOUTES
INFORMATIONS UTILES ON EN FERA BON USAGE !!!**

**vos représentants Solidaires Finances au CHSCT
Fabienne Barège, Michel Denépoux, Laure Garcia,
Isabelle Goursolle, Béatrice Faurie, Jean-Michel Lafiteau**